

# Plan banlieue, show médiatique et dérive sécuritaire

samedi 9 février 2008, par [GALIN Bernard](#), [LCR \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 8 février 2008).

Sommaire

- [Show médiatique déjà vu \(...\)](#)
- [Sécurité : la dérive](#)
- [« Espoir banlieue » : que du](#)

## Communiqué de la LCR

### Show médiatique déjà vu du côté de l'Élysée

L'exercice sent la répétition. Du verbe, des moulinets, des clins d'oeil à ses ministres, peu de concret et pas le moindre financement prévu. Une très grosse dose de sécuritaire, un ton moralisateur à l'ancienne, la politique des quotas pour l'immigration, donnent le ton de la communication présidentielle qui fait appel au MEDEF en lui promettant subventions et main d'œuvre taillable et corvéable à merci.

La seule annonce concrète de N. Sarkozy, c'est le déploiement de 4000 policiers supplémentaires dans les quartiers populaires, alors que son gouvernement supprime 11 200 postes dans l'éducation nationale à la rentrée 2008 et prévoit de diminuer de 20 000 par an le nombre d'enseignants pendant 4 ans.

Le seul financement annoncé c'est un transfert de fonds de 500 millions du Grenelle de l'Environnement vers les transports en commun pour les quartiers sensibles.

Pour le reste, il y a beaucoup de toc dans le soi-disant plan banlieue. Le contrat d'autonomie pour les jeunes en difficulté n'est que la resucée de dispositifs déjà existants. Ce n'est pas la présence d'un représentant de l'Etat dans les quartiers qui fera revenir les services publics que les gouvernements successifs ont fait disparaître.

Il y a beaucoup d'hypocrisie à gloser sur l'école de la 2<sup>e</sup> chance alors que le même N. Sarkozy déclarait, il n'y a pas si longtemps, que les jeunes devaient suivre trop d'heures de cours et que son ministre de l'éducation s'appête à supprimer une année entière de formation pour accéder au Bac Pro. De plus, la dualité scolaire va se trouver renforcer avec l'appel aux écoles privées pour venir s'installer dans les quartiers. On ne saurait mieux initier une politique de renoncement en matière de développement de l'enseignement public.

Le 8 février 2008.

---

## **Sécurité : la dérive**

\* Paru dans Rouge n° 2237, 31/01/2008.

### ***Le renforcement de la police, nationale ou de proximité, est la principale réponse qu'apportent les grands partis politiques à la crise des quartiers.***

La révolte des banlieues, en 2005, a placé les maires des communes concernées en première ligne. Quelle que soit leur appartenance politique, ils ont souvent bien décrit les limites, pour ne pas dire l'inefficacité, des politiques de la ville et les difficultés considérables dans lesquelles ils se trouvaient pour tenter de répondre aux problèmes posés.

La réponse du gouvernement de l'époque a été de renforcer considérablement les pouvoirs de police du maire, avec la loi dite « de prévention de la délinquance », adoptée à l'automne 2006 : contrôle accru des familles et des jeunes « à problèmes », possibilité pour le maire de convoquer des parents et leurs enfants pour un « rappel à l'ordre ». Le maire pourrait ainsi devenir un shérif détenant à la fois le pouvoir exécutif et un pouvoir judiciaire sur sa commune. Même si de nombreux maires ne sont pas forcément enthousiastes pour entrer dans une telle logique, les dangers sont lourds de stigmatiser un peu plus une partie de la population d'une commune, ou d'aller vers des dérives sécuritaires hors de propos. Un maire a ainsi demandé que les enfants qui ne sont pas suffisamment sages à la cantine soient mis au pain et à l'eau. Un autre a voulu exclure des enfants de sans-papiers de la restauration scolaire... Heureusement, pour le moment, ce ne sont que des cas limités mais, dans le climat actuel, rien n'est malheureusement impossible.

Nous assistons aussi à l'explosion des effectifs des polices municipales : fin 2005, il y avait 17 505 policiers municipaux, les effectifs ayant augmenté de 34 % en dix ans. La moitié sont dans le Nord-Pas-de-Calais, l'Île-de-France ou Paca.

Outre l'expansion numérique, nous assistons à une redéfinition des missions. Théoriquement, les polices municipales sont chargées de mettre en application les pouvoirs de police du maire. Or, ceux-ci sont en pleine extension. De plus en plus, il s'agit de ne plus simplement veiller à « *la sécurité, la tranquillité et la salubrité publique* », comme le définit le code des collectivités territoriales, et la police municipale tend à devenir une police de proximité classique, devant affronter des tensions éventuelles dans des quartiers « sensibles », dresser des PV pour les infractions au code de la route, intervenir en cas d'agressions sur la voie publique. Cela explique que les polices municipales soient fréquemment armées. Au minimum avec des armes de sixième catégorie, matraques et tonfas, ces redoutables bâtons japonais. On peut considérer qu'un service de police municipale sur deux dispose d'armes à feu. Il est envisagé de les équiper de Taser.

Il est assez navrant de constater que, du PCF à l'UMP, les municipalités ont recours à ce nouvel échelon dans la spirale sécuritaire, et qu'elles l'utilisent comme argument électoral de premier choix (sur le thème « et puis, on a fait la police municipale... »). Avec l'installation de lieux pour accueillir le public, les dépenses en véhicules, armements, uniformes, la mise en place et l'entretien d'une telle police coûtent cher. Pour compléter, la grande mode est aussi à la vidéosurveillance. Début 2006, 100 % des 36 communes de plus de 100 000 habitants en étaient équipées. Chaque année, environ 80 nouvelles communes s'en équiperont. Là aussi, les élus n'hésitent pas à recourir à une technologie onéreuse pour les finances de la commune, pensant probablement récupérer les

dividendes électoraux de cette posture, alors que les enquêtes scientifiques réalisées sur le sujet montrent son effet très limité sur la délinquance de voie publique.

**Bernard Galin**

---

## **« Espoir banlieue » : que du verbe !**

### **Communiqué de la LCR**

Boudée par N. Sarkozy, vilipendée par Ch. Boutin, Fadela Amara a rendu public son plan baptisé Espoir-banlieue, hier à Vaulx-en-Velin. Malgré les dénégations de la secrétaire d'Etat à la Ville, il s'agit uniquement d'un effet d'annonce, concernant une petite poignée de cités sensibles en difficulté, et qui aligne des chiffres en terme de créations d'emplois sans aucun moyen à la clef.

Comment Fadela Amara peut-elle laisser miroiter des créations de postes dans l'éducation nationale alors que la rentrée 2008 verra 11500 postes disparaître dans les lycées et les collèges ? Comment peut-elle annoncer la création de 40 000 emplois alors que les patrons licencient comme à Arcelor-Mittal à Gandrange (600 emplois supprimés) ou délocalisent ?

Il n'y a rien à attendre d'un gouvernement qui légifère pour les 7 à 8% les plus fortunés de la population. Dans les quartiers populaires, les jeunes, les habitants doivent s'organiser, se mobiliser pour faire revenir les services publics, imposer la rénovation des bâtiments, la construction de logements sociaux correspondant à la demande.

Il faut profiter des élections municipales pour obtenir des équipements sociaux pour l'ensemble de la population, revendiquer des créations d'emplois à durée indéterminée, une augmentation de 300 euros net de tous les revenus.

Le 23 janvier 2008.